Transition écologique et action syndicale : le rôle des syndicats québécois

Green Transition and Unionism: the Role of Quebec Trade Unions

Laurence Cazabon-Sansfaçon, Diane-Gabrielle Tremblay et Carolyn Hatch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6638>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.6638](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6638)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Laurence Cazabon-Sansfaçon, Diane-Gabrielle Tremblay et Carolyn Hatch, « Transition écologique et action syndicale : le rôle des syndicats québécois », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 62 | 2019, mis en ligne le 28 juin 2019, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6638> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6638>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Transition écologique et action syndicale : le rôle des syndicats québécois

Green Transition and Unionism: the Role of Quebec Trade Unions

Laurence Cazabon-Sansfaçon, Diane-Gabrielle Tremblay et Carolyn Hatch

Nous tenons à remercier le programme de Partenariat du CRSH, et l'équipe de l'université York autour du projet Advancing Canadian Workplaces, projet sur le changement climatique, le travail et l'emploi, dans le cadre duquel cette recherche a été réalisée.

1. Introduction

- 1 Les préoccupations quant à l'accélération des changements climatiques sont grandissantes, et, pourtant, les actions visant à entamer une véritable transition écologique se font attendre. L'imbrication de la crise écologique et du système de production industrielle crée des obstacles tant politiques qu'économiques et sociaux à cette transition. Parmi ces obstacles, mentionnons notamment les effets du changement climatique sur le travail et l'emploi. En effet, comment les changements et les mesures associées à la transition transformeront-ils le contenu du travail, et quel(s) effet(s) aura-t-elle sur l'emploi ?
- 2 Ces questions sont de plus en plus au cœur des préoccupations syndicales. Les syndicats ont en effet un rôle à jouer pour s'assurer que les craintes des travailleuses et travailleurs soient entendues, et qu'on y apporte des réponses satisfaisantes. Nous avons donc voulu répondre à la question suivante : *comment les syndicats voient-ils la transition écologique et ses effets sur le monde du travail, et quelles actions entreprennent-ils pour soutenir leurs positions ?* Nous nous intéressons à la façon dont les grandes centrales syndicales québécoises conçoivent leur rôle, les défis auxquels elles font face et les actions qu'elles entreprennent dans le contexte de la transition écologique et nous posons l'hypothèse qu'elles pourraient y être réfractaires, et ce, d'autant plus que leurs

membres sont dans des secteurs qui seront touchés par les changements (secteurs primaires et de transformation primaire ou manufacturière). C'est cette thèse que nous tentons de valider par notre analyse des documents syndicaux et des entrevues réalisées dans le cadre de cette recherche. En réponse à la complexité de l'enjeu écologique et climatique, les rôles et les actions des organisations syndicales sont multidimensionnels, et font écho au triple rôle économique, politique et social de l'action syndicale. Les syndicats développent leurs positions dans le cadre de ce rôle multidimensionnel de l'action syndicale, mais aussi en fonction de l'importance du risque de perte d'emploi parmi leurs membres.

2. Contexte

- 3 Au Québec, il n'existe actuellement pas de politique claire intégrant les questions d'emploi et d'environnement, et les projections quant aux effets de la transition écologique sur le monde du travail demeurent fragmentaires. Le Québec s'est pourtant fixé comme objectif de réduire de 37,5 % ses émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030 (MDDELCC, 2018); d'importantes transformations sont donc à prévoir dans plusieurs secteurs économiques. Le *Groupe de travail sur la main-d'œuvre* a publié en janvier 2018 un document de travail intitulé « La transition énergétique et la main-d'œuvre québécoise : Promouvoir des transformations durables sur le plan écologique et social dans les secteurs du transport, du bâtiment et de l'énergie ». Ce groupe de travail regroupe des acteurs en provenance des syndicats, du patronat, de groupes écologistes, du monde de la recherche ainsi que du milieu de l'économie sociale¹. Il s'est penché sur les répercussions de la transition énergétique sur trois secteurs clés de l'économie québécoise, les transports, le bâtiment et l'énergie, qui représentent environ 700 000 emplois (Groupe de travail sur la main-d'œuvre, 2018 :5) et sont responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre de la province¹. Ce sont donc les secteurs les plus préoccupants pour les syndicats, mais d'autres secteurs sont aussi touchés, notamment dans les services, qui doivent apprendre à mieux gérer leurs déchets et réutiliser ou recycler les matières recyclables notamment.
- 4 Le groupe de travail évalue que les impacts les plus directs en termes de pertes d'emplois seront dans « les sous-secteurs du raffinage et de la distribution des produits pétroliers », mais que ceux-ci « devraient bénéficier d'une transformation graduelle alors que les emplois existants pourraient migrer vers des créneaux apparentés, et plus « verts », comme la chimie verte, le bioraffinage et la distribution d'une palette de carburants alternatifs (Groupe de travail sur la main-d'œuvre, 2018 :7). » Inversement, le groupe de travail anticipe la création d'emplois dans « la filière de l'électrification des transports et, de façon encore plus prononcée, celles de la construction et de la rénovation des bâtiments, tout comme certains créneaux d'énergies alternatives tels la géothermie et la biomasse (IDEM). »
- 5 Le groupe de travail note qu'« un rapport du ministère des Finances du Québec estimait que le système de plafonnement et d'échange de droits d'émissions de gaz à effet de serre (SPEDE) actuellement mis en œuvre pourrait mener à la perte de 5936 emplois (soit une diminution de 0,14 %) (Groupe de travail sur la main-d'œuvre, 2018 :15). »

- 6 Par ailleurs, le groupe de travail ne chiffre pas les pertes d'emploi anticipées dans les trois secteurs examinés (bâtiment, transport, énergie). Globalement, le groupe de travail conclut que les gains compenseront les pertes, à condition que des mesures soient mises en place pour former les travailleurs et les travailleuses et compenser ceux et celles qui devront changer de secteurs et possiblement devoir être relocalisés géographiquement.
- 7 Le principal défi soulevé par le rapport pour tous les secteurs à l'étude est celui de la formation de la main-d'œuvre. Le Groupe de travail croit que certains emplois seront perdus, mais que la plupart seront plutôt transformés ; les travailleurs et travailleuses devront donc acquérir de nouvelles compétences pour s'adapter à de nouvelles tâches ou à de nouveaux emplois. L'offre de formation correspondant à ces transformations constitue un enjeu majeur de la transition. Le Groupe de travail conclut que la transition énergétique sera positive si des mesures sont prises pour soutenir la requalification des travailleurs et travailleuses, la création de nouveaux emplois et la compétitivité des secteurs verts. Par contre, pour que ce scénario se réalise, il faut que les travailleurs et travailleuses soient en mesure d'obtenir de la formation ou d'être relocalisés vers ces nouveaux secteurs ; autrement dit, il faut qu'ils détiennent déjà les connaissances nécessaires pour faire face à ces changements, et qu'ils acceptent de se déplacer géographiquement, ce qui ne semble pas assuré.
- 8 Notons enfin que le Groupe de travail sur la main-d'œuvre s'est concentré sur les secteurs économiques émettant le plus de gaz à effet de serre, mais tous les domaines économiques pourront être touchés : « *Each stage in the production of goods, services and ideas, including the inputs, outputs, distribution, physical environment in which the work takes place and the eventual disposal of physical products, is a producer of greenhouse gases* (Lipsig-Mummé et al., 2010 :20). » Les organisations syndicales que nous avons étudiées représentent ce type de secteurs d'activité économique, à la fois des secteurs qui émettent des gaz à effets de serre (davantage primaire et manufacturier, incluant transports et bâtiment en particulier), mais aussi des secteurs émergents qui pourraient offrir de nouveaux emplois, bien que ces secteurs (comme les technologies de l'information) ne soient pas toujours syndiqués. Voyons maintenant quelques éléments sur le cadre théorique avant de passer à la recherche comme telle.

2.1 La transition écologique et le monde du travail

- 9 La notion de *transition* est de plus en plus utilisée dans les discussions entourant la lutte contre les changements climatiques. Des expressions telles que *transition vers une économie faible en carbone*, *croissance verte* ou *transition vers une économie verte*, mobilisées par plusieurs acteurs institutionnels (OCDE, 2015 ; ONU, non daté ; OIT, 2015), évoquent une image positive de l'économie post-transition. L'expression *transition juste* se définit par le fait que la transition est composée de dynamiques politiques et économiques complexes, mais que celles-ci peuvent être « justes » à l'égard des groupes touchés. Les organisations syndicales considèrent que même si elle est nécessaire, la transition écologique, soit l'ensemble des mesures et transformations, tant technologiques que sociales, économiques et politiques, nécessaires pour redéfinir un rapport soutenable entre les êtres humains et la planète, aura des effets humains considérables ; c'est pourquoi elles revendiquent que cette transition ne repose pas uniquement sur les épaules des travailleurs et travailleuses dont les emplois seront touchés (Felli et Stevis,

2014 ; Lipsig-Mummé, Lafleur et Bickerton, 2013 ; Mertins-Kirkwood, 2018 ; Rosemberg, 2010 :141). Le concept de transition juste traduit le souci de conjuguer la protection de l'environnement avec la protection des emplois : « *il s'agit de rendre la transition écologique socialement acceptable, voire d'en faire un enjeu de mobilisation et de propositions syndicales* (Felli et Stevis, 2014 :113). » En tenant compte à la fois des impératifs environnementaux et humains, la transition juste incarne un compromis acceptable pour le monde syndical.

- 10 La transition a longtemps été dépeinte comme un processus irréconciliable avec le plein emploi, voire même le maintien de l'emploi. Même si plusieurs études ont montré que les mesures environnementales ne sont pas nécessairement négatives pour l'emploi (Bezdek, Wendling et DiPerna, 2008 ; Morgenstern, Pizer et Shih, 2001), ce débat a créé un certain climat de méfiance face à des mesures environnementales perçues comme nuisibles à la croissance économique et l'emploi. Certaines alliances se sont toutefois forgées entre des groupes environnementalistes et des syndicats. En Amérique du Nord, l'une des plus importantes est la BlueGreen Alliance, née de la volonté de la United Steelworkers' (USW), le plus important syndicat manufacturier du secteur privé aux États-Unis, d'intégrer davantage les enjeux environnementaux à ses luttes. Pour ce faire, elle s'est alliée au Sierra Club pour faire avancer certaines transformations socio-environnementales en faisant front commun (Foster, 2010 :234). Au Canada, le Congrès du travail du Canada s'est inspiré de la BlueGreen Alliance états-unienne pour initier un dialogue entre des organisations syndicales, des groupes environnementalistes et des organismes de justice sociale. Cette rencontre a mené à la création du Green Economy Network. Ce groupe est toutefois très peu actif depuis 2017 (The Green Economy Network, 2019). Aussi, le Bureau international du Travail (BIT) de l'Organisation internationale du travail (OIT) a publié en 2015 des « Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous ». Ce document propose « un cadre d'action pour une transition juste (OIT, 2015 :3) » sur lequel s'appuient de nombreuses organisations syndicales, notamment les centrales québécoises, pour définir et orienter leur approche de la transition juste. La vision de la transition juste du BIT s'appuie sur les quatre dimensions du travail décent, soit « dialogue social, protection sociale, droits au travail et emploi (OIT, 2015 :4) », et sur les trois dimensions du développement durable (sociale, économique et environnementale) qu'il considère comme étant indissociables et d'égale importance. À cet égard, le BIT considère la transition vers une économie verte comme étant porteuse d'un grand potentiel de croissance économique et de création d'emplois, à condition qu'elle soit bien gérée. Ces débats mettent toutefois en lumière les dimensions économiques, sociales et politiques de la lutte contre les changements climatiques ; l'emploi étant, en Occident, le principal moyen de subsistance dont disposent les individus, toute transformation du monde du travail a des effets sociaux et économiques significatifs (Dupressoir, 2007 ; Felli et Stevis, 2014 ; Scoones, Newell et Leach, 2015 ; Newell et Mulvaney, 2013). Même si plusieurs emplois seront créés par les secteurs verts, plusieurs emplois traditionnels seront éliminés, ou transformés par de nouvelles méthodes de production ou de nouvelles technologies. De plus, ces transformations mettent en jeu une multitude d'acteurs, créant ainsi des dynamiques de pouvoir et d'inégalité d'accès aux sphères de décisions (Scoones, Newell et Leach, 2015 ; Scrase et Smith, 2009 ; Giddens, 2009 ; Meadowcroft, 2007 ; Meadowcroft, 2011 ; Newell et Mulvaney, 2013). En effet, les choix liés aux transformations nécessaires pour effectuer la transition, particulièrement si l'on

souhaite que celle-ci soit juste, soulèvent des questions profondément politiques : « *Transformations are inevitably multiple and contested, as pathways interconnect and compete. Politics and power are important to how pathways are shaped, which pathways win out and why, and who benefits from them* (Scoones, Newell et Leach, 2015:3). » La méfiance du mouvement syndical face à ces transformations est ainsi justifiée par la crainte que la voix des travailleurs et des travailleuses soit écrasée par celles d'intérêts plus puissants.

- 11 Puisque nous traitons des acteurs syndicaux, il convient de traiter des dimensions théoriques, en particulier de la sociologie du syndicalisme.

2.2 Sociologie du syndicalisme

- 12 Le syndicalisme constitue un objet sociologique complexe. Il agit dans les sphères économique, politique et sociale, en utilisant un grand répertoire d'actions de mobilisations, de négociations, de régulations, etc. (Gagnon, 1991 ; Camfield, 2014). Le syndicalisme est à la fois un agent de régulation économique, ce qui inclut sa fonction institutionnalisée de négociateur, un acteur social, voire un mouvement social, et un acteur politique (Gagnon, 1991 ; Bellemare *et al.*, 2005).
- 13 Le syndicalisme s'est d'abord développé comme intermédiaire entre la classe ouvrière et les patrons, avec une forte composante d'agent de contestation et de critique du capitalisme (Camfield, 2014 ; Piote, 1998). Depuis l'ère néolibérale, l'action syndicale s'est transformée suite à d'importantes mutations du paysage économique et du monde du travail : mondialisation, effritement de la social-démocratie, *flexibilisation* du travail (Lévesque et Murray, 2010 ; Dufour et Hege, 2010 ; Gagnon, 1998 ; Grozelier, 2006 ; Fairbrother et Williams, 2007 ; Bellemare *et al.*, 2005). Au Québec, ces changements ont ébranlé les assises traditionnelles du syndicalisme, favorisant notamment la concertation au détriment de la confrontation. Pendant la période post-fordiste, le mouvement syndical s'est fortement institutionnalisé, ce qui a eu pour conséquence de recentrer l'action syndicale autour des activités de négociation collective (Camfield, 2014) et de limiter la capacité du mouvement syndical à agir comme mouvement social.
- 14 Le syndicalisme est l'un des derniers acteurs dont la fonction est de s'opposer à certains mécanismes capitalistes aux conséquences néfastes (Camfield, 2014). Même si son influence s'est transformée depuis les années 1980, le syndicalisme demeure un acteur central des sociétés contemporaines, tant sur les plans économique que politique et social (Gagnon, 2003 :27). Malgré les mutations qu'il a connues depuis une trentaine d'années, le syndicalisme demeure un interlocuteur incontournable du changement social. En ce qui a trait aux enjeux environnementaux, l'intervention syndicale a souvent été initiée par le lien entre ces enjeux et les enjeux de santé et sécurité au travail. La naissance de la BlueGreen Alliance états-unienne, par exemple, est issue d'un accident industriel en Pennsylvanie qui, dans les années 1940, avait causé la mort de 20 résidents de la communauté entourant une fonderie de la US Steel, dont des travailleurs de la fonderie (Foster, 2010). Dans de tels contextes, les syndicats ont pu arrimer certaines revendications environnementales à des revendications plus conventionnelles du mouvement syndical.

2. 3 Les organisations syndicales québécoises

- 15 Le taux de présence syndicale du Québec est l'un des plus élevés au Canada (37 % ; cf. Galarneau et Sohn, 2012) et les syndicats sont demeurés des acteurs importants du paysage sociopolitique de la province. Comme le Québec compte quatre grandes centrales syndicales, on ne peut pas analyser l'action syndicale en matière de transition écologique comme s'il s'agissait d'un bloc monolithique, notamment puisque chaque centrale représente différents secteurs économiques qui ne seront pas touchés de la même façon par la transition. De plus, ces centrales syndicales se distinguent également par des différences idéologiques qui jouent inévitablement un rôle dans la façon dont chacune aborde les enjeux de la transition. Ces différences idéologiques se manifestent notamment à l'égard de la conception de l'État portée par chaque centrale, la tradition de concertation avec l'État étant plus forte du côté de la FTQ que des deux autres centrales (Gagnon, 1991a). Les centrales syndicales québécoises ont toutefois en commun une tradition sociale-démocrate faisant en sorte qu'elles accordent de l'importance à la question écologique, car elles font une place importante aux enjeux débordant de leur fonction économique (Paquet, Tremblay et Gosselin, 2004) et font régulièrement entendre leurs voix sur des enjeux touchant non seulement le monde du travail, mais aussi des enjeux sociopolitiques plus vastes depuis environ deux ou trois décennies, et de plus en plus fortement au fil des ans.
- 16 Leur positionnement face à la transition écologique pourrait avoir un impact significatif sur la façon dont la relation entre transition et emploi se dessinera au Québec dans les années à venir ; bien que l'on se situe actuellement dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, des pertes d'emploi dans des secteurs traditionnels polluants auraient un effet sur la main-d'œuvre syndiquée et le sort de ces salariés ne pourrait laisser les syndicats indifférents. En effet, la transition vers un nouvel emploi, dans un nouveau secteur, n'est jamais facile et doit être accompagnée par des mesures de formation ou autres, vraisemblablement financées par l'État. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la plus grande centrale syndicale du Québec (environ 600 000 membres), est une fédération de syndicats indépendants, constituée d'une trentaine de syndicats affiliés. Elle est composée majoritairement de membres du secteur privé (environ 60 %), et est donc la plus liée aux secteurs industriels, notamment les industries forestière, pétrolière (raffineries), manufacturière et minière, le secteur de la construction, ainsi que les transports, autant de secteurs qui sont au cœur des débats sur la transition écologique. La Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui représente environ 300 000 membres, est quant à elle une confédération rassemblant huit fédérations représentant en grande partie le secteur public, mais également une partie des secteurs manufacturiers et de la construction. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ), enfin, représente 200 000 membres du milieu de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Les emplois couverts par ces deux dernières peuvent peut-être sembler un peu moins directement concernés par la transition, mais elles s'intéressent tout de même à la question, car certains de leurs membres seront touchés.
- 17 Ajoutons enfin que nous avons assisté à titre d'observateurs au Sommet pour une transition énergétique juste organisé au mois de mai 2018 par la CSN, la FTQ, Fondation, la Fondation David Suzuki, le Fonds de solidarité FTQ et Greenpeace Canada, en collaboration avec l'Institut du Nouveau Monde. Ce sommet de deux jours a

permis à des acteurs des milieux syndicaux, environnementaux, patronaux et d'économie sociale de discuter des enjeux d'une transition énergétique juste et d'explorer différentes pistes de solution. Toutefois, ce sommet a laissé beaucoup plus de place aux acteurs économiques et environnementalistes qu'aux syndicats et aux travailleurs et travailleuses. La volonté de faire une transition « juste » est donc bien présente dans l'esprit de tous ces acteurs, mais la façon de le faire demeure un défi.

3. Méthodologie

- 18 Notre recherche a porté sur le rôle des organisations syndicales dans le contexte de la transition écologique, et leur vision des effets de cette transition sur le monde du travail. Afin de définir ce rôle et cette vision, nous avons étudié les positions des trois grandes centrales syndicales du Québec en nous basant sur une analyse de la documentation produite par ces syndicats. Puis, nous avons mené des entretiens semi-dirigés, en 2016 et 2017, auprès de représentants des trois centrales et de syndicats affiliés, ainsi que de représentants de la grappe industrielle Écotech Québec. Cette grappe industrielle, qui regroupe les acteurs des technologies propres, inclut des entreprises d'innovation, des centres de recherche et de développement, des acteurs des milieux financiers, des associations industrielles et des regroupements en technologies propres et c'est pour cette raison que cet acteur a été inclus, aux fins de comparaison et aussi parce qu'on y trouve des représentants syndicaux (et patronaux). Ce regroupement a pour mission de soutenir le développement d'une économie québécoise plus verte, notamment en faisant la promotion de l'utilisation de technologies propres (Écotech Québec, 2017). Nous avons interrogé ces acteurs sur leur perception du rôle des organisations syndicales dans la transition écologique. Notons que ces secteurs économiques en développement sont actuellement très peu syndiqués (8 %, selon nos entretiens).
- 19 Nous avons mené 30 entretiens, en français et en anglais, d'une durée de 30 à 90 minutes. Pour fins d'analyse, nous avons analysé les réponses des acteurs de la grappe industrielle verte comme un seul groupe. Nous avons également subdivisé les organisations syndicales en fonction de leur exposition aux risques qu'elles peuvent subir sur le plan des pertes d'emploi en raison de la transition écologique : risque élevé (syndicat 1), risque moyen (syndicat 2) et risque faible (syndicat 3) (voir tableau 1). Cette échelle s'appuie sur la prédominance des secteurs industriels parmi les membres de chaque organisation.
- 20 Le guide d'entretien a été conçu pour faire ressortir les positions, mobilisations et actions des acteurs interrogés. Les questions portaient sur leurs positions à l'égard des changements climatiques, du marché du carbone et de la transition verte, ainsi que sur le type d'actions et de mobilisations (notamment avec d'autres acteurs sociaux) entreprises par les acteurs dans le cadre de la transition écologique. Les entretiens ont été retranscrits, codés et analysés par thèmes. Les thèmes mobilisés sont : les positions des acteurs sur la transition verte et la lutte contre les changements climatiques ; leurs interprétations des effets économiques des changements climatiques et de la transition verte sur le monde du travail ; les actions et mobilisations entreprises par les acteurs ; leur connaissance des enjeux ; leur perception de leur propre rôle dans la transition écologique. La documentation syndicale que nous avons analysée inclut des communiqués de presse, des publications et des mémoires et ceux-ci ont servi pour

construire la grille d'entretien, mais aussi pour mieux mener les entretiens. Nous avons sélectionné les documents portant directement sur des questions environnementales, telles que leurs positions sur les oléoducs ou l'exploitation des gaz de schiste, les mobilisations entreprises et leur positionnement plus large sur la lutte contre les changements climatiques. Enfin, rappelons que nous avons assisté au Sommet pour une transition énergétique juste évoqué plus haut. La section qui suit contient l'analyse des résultats des entretiens et de la recherche documentaire, ainsi que les réponses à nos questions de recherche quant au rôle, à la vision et à l'action des syndicats québécois.

Tableau 1. Liste des participants aux entretiens

Type d'organisation	Code
Centrale syndicale majoritairement industrielle – risque élevé	Syndicat 1a
Centrale syndicale majoritairement industrielle – risque élevé	Syndicat 1b
Centrale syndicale majoritairement industrielle – risque élevé	Syndicat 1c
Syndicat industriel – risque élevé	Syndicat 1.1a
Syndicat industriel – risque élevé	Syndicat 1.1b
Syndicat de la construction – risque élevé	Syndicat 1.2
Syndicat industriel – risque élevé	Syndicat 1.3
Centrale syndicale mixte, secteurs public et industriel – risque moyen	Syndicat 2a
Centrale syndicale mixte, secteurs public et industriel – risque moyen	Syndicat 2b
Centrale syndicale mixte, secteurs public et industriel – risque moyen	Syndicat 2c
Centrale syndicale de services publics – risque faible	Syndicat 3a
Centrale syndicale de services publics – risque faible	Syndicat 3b
Entreprise de technologie propre	Industrie 1
Entreprise de technologie propre	Industrie 2
Entreprise de technologie propre	Industrie 3
Entreprise de technologie propre	Industrie 4
Entreprise de technologie propre	Industrie 5
Entreprise de technologie propre	Industrie 6
Entreprise de technologie propre	Industrie 7
Entreprise de technologie propre	Industrie 8
Entreprise de technologie propre	Industrie 9
Entreprise de technologie propre	Industrie 10
Comité sectoriel	Intermédiaire 1
Grappe industrielle	Intermédiaire 2
Recherche et développement	Intermédiaire 3
Institution financière	Intermédiaire 4
Coalition pour une économie verte	Intermédiaire 5
Capital de risque et finance	Intermédiaire 6
Organisation de développement régional	Intermédiaire 7
Fonds d'investissement	Intermédiaire 8

4. Analyse des résultats

- 21 Les trois organisations syndicales étudiées sont très conscientes de l'importance de la lutte contre les changements climatiques, et du croisement de ce phénomène avec le monde du travail. Selon ces organisations, la lutte contre les changements climatiques n'est pas seulement de nature environnementale, c'est un enjeu économique, politique, et de justice sociale.

4.1 Quelles sont les positions des centrales syndicales québécoises en matière de transition écologique ?

- 22 Étant donné que les syndicats 1 et 2 ont tous deux des liens importants avec les secteurs industriels, bien qu'à différentes échelles, nous avons remarqué que les positions de ces syndicats se rejoignent en plusieurs points ; nous avons donc combiné leurs perspectives dans l'analyse qui suit. Les positions du syndicat 3, exposé à un risque plus faible, se distinguent des deux autres.

- 23 Les syndicats 1 et 2 semblent considérer la transition écologique comme une fatalité ; ils ont le choix entre la subir ou y participer. Le tiraillement entre leur volonté de participer à cette lutte progressiste, et leur devoir d'assumer leur fonction de défense de l'emploi est très manifeste : *« on croit qu'il est nécessaire d'effectuer cette transition-là. C'est pratiquement une question qui ne se pose pas. [...], mais on n'est pas un groupe écologique. Donc nous, ce qui nous préoccupe, c'est la transition pour les travailleuses et les travailleurs (Syndicat 2c). »* Cette tension se reflète dans les craintes des membres, dont certains croient devoir choisir entre la subsistance à long terme de l'humanité, et leur propre subsistance à court terme :

Évidemment, les travailleurs, pis on les comprend, lorsqu'on vise ou qu'ils travaillent dans une industrie qui est visée par ça, [...] sont très craintifs. Et ils sont ambivalents, dans le sens que, leur enfant, leur famille, ils veulent avoir ce qui est de mieux pour eux autres. Donc une planète propre, ça rentre dans ce qu'il y a de mieux pour eux autres. Maintenant, une planète propre, mais pas de bouffe sur la table, c'est ça qui est mieux pour eux autres ? (Syndicat 1.1b)

- 24 En raison de cette ambivalence, la question environnementale a pris un certain temps à se forger une place légitime dans les préoccupations des organisations syndicales les plus exposées aux risques de la transition : *« Syndicalement parlant, on a été pendant très longtemps assez disons fermés par principe, parce que c'était protégeons l'emploi à tout prix. On a évolué dans cette mentalité-là vers dire ben OK oui faut protéger l'emploi évidemment là, mais en même temps on veut ce qui est mieux pour tout le monde, pis pour nos enfants, pis pour l'avenir (Syndicat 1.1b). »* Certains syndicats affiliés résistent toujours à la transition des secteurs d'activité dont plusieurs de leurs membres dépendent : *« Ils nous ont demandé de prendre position beaucoup pour le projet Énergie Est. On a comme deux volets à ces questionnements-là. Oui on a le volet qu'on est contre la production en masse de gaz à effet de serre, mais on a aussi quand même la réponse qu'on a 20 % de nos membres qui dépendraient de ce projet-là (Syndicat 1.2). »* Ce syndicat avait fait cavalier seul en 2016 en se prononçant en faveur de la construction d'un oléoduc au Québec.

- 25 Cette position syndicale ambivalente a conduit les centrales québécoises à adopter la revendication d'une transition juste : *« On s'inscrit évidemment dans la transition juste, c'est-à-dire qu'on comprend, on accepte, on est d'accord avec le fait qu'il faut sortir notamment des énergies combustibles. Toutefois on estime que l'État et l'entreprise doivent assurer le financement d'une transition juste et équitable pour les travailleurs. Parce qu'il faut pas non plus détruire ou fortement affecter le tissu économique canadien en faisant cette transition-là (Syndicat 1.1b). »* Cette revendication, prépondérante dans la documentation des syndicats 1 et 2, demeure pourtant très abstraite, comme l'ont confirmé nos entretiens :

Parce que ça [la transition juste] se parle de plus en plus, c'est tant mieux, mais c'est pas du tout évident comment ça va se décliner dans la réalité, puis je pense qu'il n'y a pas grand groupe qui a les idées claires là-dessus. [...] c'est des questions qu'on veut creuser, sur c'est quoi la transition verte, c'est quoi la transition juste, comment ça va se faire au Québec, justement parce qu'on considère qu'on en parle beaucoup, mais comment ça va se matérialiser concrètement, ça, je pense que personne a une idée totalement claire de ça (Syndicat 2c).

- 26 Ce manque de clarté est souvent attribué au manque de planification de la transition écologique que l'on reproche surtout à l'État. Les syndicats 1 et 2 déplorent en effet que le gouvernement ne prenne pas les mesures nécessaires pour identifier les emplois qui seront amenés à disparaître, lesquels seront transformés et comment, quels nouveaux secteurs prendront une place dominante, et quelle formation devra être offerte pour former ces nouveaux bassins de main-d'œuvre, etc.
- 27 La principale préoccupation des syndicats 1 et 2 est d'obtenir les informations nécessaires pour préparer les travailleurs et travailleuses qui seront touchés par les transformations des modes de production et de l'organisation du travail qui prendront place pour permettre à l'économie québécoise d'effectuer la transition écologique. Ils revendiquent donc que l'on étudie les effets anticipés de cette transition sur le monde du travail (transformation d'emplois existants, création d'emplois dans les secteurs verts), ainsi que les besoins de formation pour requalifier les travailleurs et travailleuses lorsque nécessaire. Ils demandent aussi que des mesures compensatoires soient mises en place (retraites, subventions à l'apprentissage, élargissement de l'assurance-emploi, etc.) afin de protéger les travailleurs et travailleuses qui seront touchés par ces transformations pour tenter de leur permettre une transition vers un autre emploi, et éviter de longues périodes de chômage. ? Enfin, ces organisations s'accordent pour affirmer que plus les travailleurs et travailleuses seront impliqués directement dans les transformations de leurs emplois, moins il y aura de résistance de leur part :

[...] en Allemagne où ils ont changé toute l'industrie du ciment, ils l'ont fait avec les travailleurs et les communautés. Tandis qu'il y a un autre exemple qui est quand même fascinant en Belgique, où il y avait une usine de pétrochimie, le nom m'échappe, ils ont fait l'inverse. [...] Et cette industrie-là s'est ramassée avec la première grève de son histoire, qui a été extrêmement longue. Parce que les gens, le choc était trop brutal, parce qu'ils étaient pas impliqués dans l'équation (Syndicat 1c).

- 28 De son côté, le syndicat 3, exposé à un risque beaucoup plus faible dans le contexte de la transition écologique, a quant à lui une position plus pédagogique à l'égard des enjeux environnementaux. Son engagement premier est d'éduquer ses membres, la population en général, mais surtout les jeunes, sur les conséquences des changements climatiques, et les actions pouvant être entreprises pour lutter contre ce phénomène, ainsi que sur les moyens qui permettraient de créer de nouveaux emplois, bien que ce syndicat sera moins touché par les pertes d'emploi associées à la transition écologique.

[...] on travaille beaucoup sur les questions d'engagement, ce qui fait que les personnes vont s'engager, c'est beaucoup la façon dont ils justifient le système tel qu'il est, ou la mesure où ils voient des problèmes dans le monde tel qu'il est. À l'heure actuelle ben il y a beaucoup de monde qui justifie le problème et qui dit que finalement, on n'est pas touchés, pas autant touchés que ça, ou chacun de mes petits gestes ont peu d'importance dans la balance, c'est là que l'éducation est extrêmement importante (Syndicat 3a).

- 29 Bien que conscient d'être exposé à un moindre risque face à la transition écologique, le syndicat 3 considère avoir un rôle à jouer pour soutenir les actions de lutte contre les changements climatiques, éduquer les prochaines générations et plus généralement intégrer les questions environnementales dans l'action syndicale.

- 30 Les organisations syndicales étudiées considèrent toutes trois que l'État doit jouer un rôle de leader dans la transition écologique, et que les mesures reposant sur les forces du marché sont insuffisantes sans intervention étatique. La bourse du carbone constitue un bon exemple de cette position : « *[La bourse du carbone] ce n'est pas une fin en soi pour nous et ça c'est quelque chose qu'on décrie. [...] c'est comme si on utilisait les forces du marché pour régler quelque chose que les forces du marché ont dérégulé* (Syndicat 1c). » Une seule organisation (syndicat 2, entretiens) a pris une position officielle en faveur de cette bourse, mais comme les deux autres organisations, considère que cette mesure seule est insuffisante. De son côté, le répondant du syndicat 3 aurait été plutôt favorable à l'imposition d'une taxe sur le carbone (entretiens), bien que ce ne soit pas là la position officielle du syndicat. Plusieurs économistes considèrent effectivement qu'une taxe sur le carbone aurait un effet plus direct sur les choix des consommateurs et des entreprises, mais ce n'est pas la position de tous.

4.2 Quel est le rôle des organisations syndicales ? Quelles actions et mobilisations ont été entreprises ?

- 31 La position ambivalente des organisations syndicales exposée plus haut reflète la complexité de la transition écologique, qui est un enjeu non seulement environnemental, mais économique, social et politique. En réponse à la complexité de cet enjeu, les rôles et les actions des organisations syndicales sont eux aussi multidimensionnels, et font à leur tour écho au triple rôle économique, politique et social de l'action syndicale. Nous avons donc catégorisé leurs actions en fonction de ces trois dimensions de l'action syndicale.
- 32 D'abord, les syndicats espèrent intégrer les enjeux environnementaux à leur fonction d'agent de régulation économique, par le biais de la négociation collective. Cette voie est pour le moment très peu utilisée, mais pourrait se révéler un outil très efficace pour protéger à la fois l'environnement et les emplois. Les trois centrales syndicales proposent de s'inspirer des luttes en matière de santé et sécurité, voire d'arrimer les questions environnementales aux réglementations en matière de santé et sécurité :

Sur les questions de santé et sécurité, on est arrivés à convaincre les législateurs, les États, qu'il fallait que les travailleuses et les travailleurs aient prise sur la santé et la sécurité parce que c'est eux qui connaissent leur milieu de travail, qui sont capables d'identifier les dangers [...] Donc nous ce qu'on réclame, c'est qu'on devrait un peu calquer ce qui est fait en santé et sécurité. Donc en environnement il devrait y avoir des représentants en prévention, on devrait faire de la sensibilisation, de la formation des travailleuses et des travailleurs comme on a fait traditionnellement en santé et sécurité (Syndicat 2c).

- 33 Dans le même ordre d'idée, le syndicat 1 (Entretiens) suggère d'étendre le droit de refuser un travail dangereux au droit de refuser un travail polluant. Les conventions collectives pourraient également inclure des mesures simples comme un incitatif au transport actif ou collectif. Dans certains cas, ces négociations peuvent donner des résultats non négligeables : « *on a négocié avec les pétrolières le développement d'un fond de transition, pour que les pétrolières mettent de l'argent dans le fonds, et qu'on commence à identifier des initiatives de transformation de l'industrie pétrolière* (Syndicat 1.1b). » Toutefois, les gains sont difficiles à obtenir :

[...] dans une négociation de convention collective, c'est pas là-dessus que les gens vont sortir en conflit de travail. Et la négociation d'une convention collective en fait, les deux parties souvent partent avec un cahier de propositions, de demandes, autant les employeurs que les syndicats, et on dépose nos demandes l'un envers l'autre et on négocie. Donc c'est comme une longue liste qui finalement raccourcit tout le temps, et donc on arrive à l'essentiel qu'on veut vraiment. Donc c'est malheureusement les enjeux qui sont portés à disparaître rapidement (Syndicat 1c).

- 34 Enfin, pour les syndicats 1 et 2, les négociations collectives pourraient servir à inciter les entreprises à investir dans les installations désuètes, ce qui a généralement pour effet de les rendre moins polluantes. L'une des fédérations du syndicat 2 a d'ailleurs pris une position en congrès pour inclure des promesses d'investissements aux conventions collectives à longue durée (quatre ans et plus) : « *Dernièrement on a plusieurs places qui ont signé avec une promesse d'investissement. Habituellement là, quand on fait de l'investissement, veut, veut pas, ça améliore l'environnement* (Syndicat 1a). »
- 35 Sur le plan économique, les organisations syndicales peuvent également agir par le biais des fonds d'investissement des retraites des travailleurs et travailleuses (Fonds de solidarité – FTQ et Fondation – CSN). Ces investissements peuvent créer des ponts avec le secteur industriel vert. Lorsqu'interrogés sur le rôle des organisations syndicales, les acteurs de la grappe industrielle verte ont en effet mentionné l'importance de tels investissements pour des secteurs émergents :

If I look at Fonds de solidarité, FTQ and Fondation, they both have a venture capital fund. They both have invested in clean tech. I think they could have invested earlier. What we've seen in the clean-tech industry, to build those companies, it takes a long time. [...] So, we need patient capital to do so. And those funds which are the union funds have patient capital. But they've been in the past investing in less risky projects because they invest people's pension money so they're very careful from what I understand (Intermédiaire 4).

- 36 Ces fonds d'investissement peuvent donc contribuer à la croissance des secteurs industriels verts ; mais les syndicats résistent à ces secteurs, puisque, pour eux, les innovations technologiques permettant d'automatiser les emplois, ou de produire avec beaucoup moins de main-d'œuvre, ne constituent pas nécessairement des gains. : Ils critiquent aussi la qualité de certains emplois dans ces secteurs verts, qui n'offrent pas toujours des conditions de travail et des salaires attrayants (Entretiens). Pour les acteurs des industries vertes, cette attitude syndicale est réactionnaire :

I am thinking, for example, of the coal industry. [...] What we should do is say what we should invest in, and coal workers should encourage them to go to work in solar panels, work in bioethanol, things like that. And the unions should be the first to encourage their employees and the industry to finance that transition. But they do not. So, as I often say, we could also continue mining with spoons. It creates more jobs (Industrie 3)

- 37 Cette importante divergence de perspectives sur la question des emplois verts contribue à expliquer les liens ténus existant entre les organisations syndicales et les nouveaux secteurs industriels verts. Les organisations syndicales ne sont pourtant pas fermées à la transformation des méthodes de production dans une perspective verte ; mais plusieurs exemples de telles innovations impliquent d'éliminer des dizaines

d'emplois : « *Another example, we're using drones for forest entry. In the past you had foresters walking through the forest. Obviously you needed tens and tens of foresters to walk through the forest. The drone needs only one pilot* (Industrie 5). » De telles innovations sont difficiles à accepter du point de vue syndical, et les organisations syndicales ont une approche semblable en ce qui concerne la transition écologique.

- 38 Sur le plan social, les organisations syndicales ont d'abord pour rôle de sensibiliser leurs membres aux réalités des changements climatiques et des effets de la transition écologique sur le monde du travail. Elles ont constaté que leurs membres ne sont pas toujours au fait de ces réalités, et que la peur des pertes d'emplois est encore très présente. Pour défaire ce lien entre environnement et pertes d'emplois, les syndicats 1 et 2 notent que démontrer qu'il existe des exemples positifs de transformation des milieux de travail pour des raisons écologiques est un moyen efficace : « *il commence à y avoir des 'success stories', des compagnies qui commencent à être performantes avec des emplois qui sont de qualité, et ça, ça aide de voir que c'est possible de faire cette transition-là* (Syndicat 1.1b). »
- 39 Ce lien entre environnement et pertes d'emplois demeure malgré tout tenace. Il crée une sorte de dissociation chez les individus entre leurs préoccupations en tant que citoyens et citoyennes, et leurs craintes en tant que travailleurs et travailleuses de perdre leur emploi et leur salaire :

On va s'en aller en assemblée, on va poser la question à notre monde : êtes-vous conscients des effets néfastes sur, par exemple la couche d'ozone, ainsi de suite, et ils vont dire oui, oui, oui, on est conscients de ça. Mais la journée que les travaux vont débiter par exemple pour un projet qui va justement générer des gaz à effet de serre ou quoi que ce soit, qui peut leur procurer des travaux pendant 6-7 mois, un an, 2 ans, 3 ans, ben dans cette période de temps ils vont l'oublier, parce qu'eux autres s'en vont gagner leur vie encore là (Syndicat 1.2).

- 40 Les syndicats 1 et 2 affirment néanmoins pouvoir parfois utiliser cette dissociation, en faisant appel à ce statut de citoyen, ou de parent, pour sensibiliser les travailleurs et travailleuses au fait que les conséquences de leurs emplois sur l'environnement les suivent hors du travail.
- 41 Du côté du syndicat 3, la sensibilisation est un élément central et très développé. Elle passe surtout par l'éducation et l'implication des jeunes, avec lesquels la très vaste majorité des membres travaille : « *deux à trois fois par année on réunit nos responsables en région, donc entre 80 et 100 personnes, et on les forme, on travaille avec eux autres, on produit du matériel pédagogique, ou on invite des groupes de la société civile à venir travailler avec nous sur des questions qui touchent la lutte aux changements climatiques* (Syndicat 3a). » Ces outils sont ensuite utilisés dans les milieux de travail, et avec les jeunes, pour élargir cette éducation aux enjeux environnementaux, notamment en les intégrant à d'autres moments pédagogiques :

[...] on travaille sur un guide, où on fait "j'épargne ma planète", où on veut sensibiliser les jeunes oui à la question de l'endettement personnel, en établissant un parallèle entre notre propre endettement et la façon dont on surendette la planète, que ce soit au niveau des ressources, si on parle du jour du dépassement, où à chaque année rendu au mois d'août, fin juillet à l'heure actuelle, ben on a dépensé toutes les ressources renouvelables de la planète et au-delà de cette date-là, on commence à exploiter..., à emprunter

finalement aux générations futures les ressources nécessaires à notre fonctionnement actuel (Syndicat 3a).

- 42 Le rôle social des organisations syndicales rejoint leur rôle politique par le biais de leur participation à des mobilisations autour d'enjeux environnementaux. Dans ce contexte, elles collaborent avec de nombreux acteurs non syndicaux : groupes environnementaux, groupes citoyens, groupes autochtones, etc. Ces alliances sont surtout ponctuelles ; elles portent sur des enjeux spécifiques ou se tissent à des moments de forte mobilisation, par exemple en amont de la Conférence de Paris en 2015.

- 43 Les syndicats 1 et 2 notent que ce qui a longtemps rendu difficile la collaboration entre les syndicats et les groupes écologistes est que les uns parlent de travail et d'économie, alors que les autres parlent d'environnement :

[...] on mettait en opposition systématiquement emplois et environnement, comme si la question des changements climatiques était une question strictement environnementale, [...] et même ce qu'on entendait, c'est pas vrai que je vais perdre ma job pour sauver des grenouilles. Mais on l'a transformé en enjeu économique, et à ce moment-là, nos membres, nos propres membres nous disent oui, là c'est pas bête, et de le transformer en enjeu économique ben ça signifie aussi peut-être avoir l'occasion, l'opportunité de repenser nos emplois (Syndicat 1c).

- 44 Même si certaines alliances sont très fructueuses, notamment lors de la mobilisation contre l'oléoduc Énergie Est (à l'exception de la FTQ-Construction), certaines frictions continuent d'émerger entre groupes environnementaux et syndicats :

Ce n'est pas toujours simple parce que dans d'autres secteurs d'activité chez nous, Greenpeace a pris des actions contre une entreprise à Alma, Produits résolus, dont les travailleurs et travailleuses sont syndiqué-es chez nous et qui considèrent que ça attaque leur emploi. Donc on essaie quand même de maintenir un espace de dialogue pour qu'on soit capable de s'expliquer (Syndicat 2c).

- 45 Le syndicat 3 a quant à lui établi des alliances plus permanentes avec des groupes environnementaux, avec lesquels il collabore pour faire de l'éducation en matière d'environnement et de changements climatiques :

On est membre d'EauSecours, on est membre du Centr'ERE, on a créé une alliance pour l'engagement jeunesse avec Oxfam, Amnistie, la Fondation Monique Fitzback et les EVB pour cibler et soutenir l'engagement des jeunes dans des causes environnementales ou sociales dans les écoles du Québec. Donc par le volet de l'éducation, par les jeunes, on arrive aussi à sensibiliser notre monde à l'importance d'éduquer et d'agir pour un avenir viable (Syndicat 3a).

- 46 Le rôle politique des organisations syndicales se manifeste également par lorsqu'elles s'expriment dans une variété de tribunes. Elles prennent notamment position lors de consultations publiques sur des enjeux environnementaux : « on a aussi participé à des débats à plusieurs reprises, soit au gouvernement, à l'ONE notamment sur le sujet des pipelines, et aussi dans l'établissement des politiques forestières ou des politiques énergétiques (Syndicat 1.1b). » Ce rôle politique se poursuit également en coulisses : « on suit les grands événements, pis quand on n'est pas dans les sphères officielles on est dans les corridors, pour

faire valoir nos points de vue (Syndicat 1a). » Pour les syndicats 1 et 2, ces contextes servent d'occasion pour promouvoir des mesures de transition qui soient justes pour les travailleurs et travailleuses :

[...] on veut s'attaquer aux commissions des partenaires du marché du travail, l'adéquation formation/emploi, on a déjà fait des représentations auprès du ministère fédéral aussi concernant l'assurance-emploi pour qu'il y ait un fonds dédié à même le fonds de l'assurance emploi pour la formation, où les travailleurs âgés qui perdent leur emploi, pour qu'ils aient un soutien par la suite, ou des incitatifs fiscaux pour les entreprises pour réembaucher des gens de 55 ans et plus (Syndicat 1c).

- 47 Ce rôle est parfois ardu puisque l'adéquation entre politiques en matière d'emploi et politiques en matière d'environnement demeure à faire ; il ne va donc pas de soi que les organisations syndicales soient entendues lorsqu'il est question de mesures de transition :

[...] il n'y a pas d'automatisme au gouvernement du Québec pour consulter les organisations qui représentent les travailleurs sur les questions environnementales. [...] Comme si les organisations syndicales n'avaient pas à voir sur ces questions-là. Donc nous on force, on intervient beaucoup auprès du gouvernement pour dire, on veut être entendus, sur la question de l'environnement, parce qu'on a un mot à dire pis c'est nous qui sommes dans les usines et qui sommes capables d'agir (Syndicat 2c).

- 48 Le syndicat 3 a également participé à des consultations publiques, mais ce rôle est plus ténu. Son rôle d'éducation a toutefois une forte composante politique, dans la mesure où il traduit la capacité des organisations syndicales à contribuer au changement social : *« les organisations syndicales, c'est des organisations qui croient au changement, aux changements sociaux. Ce sont des organisations qui ont été des vecteurs de changements sociaux. Donc c'est sûr que quand tu crois que c'est possible de changer les choses, ben c'est plus facile de s'impliquer et d'impliquer le monde pour aller vers ce changement-là* (Syndicat 3b). »

5. Discussion

- 49 La crise écologique nous place collectivement devant une contradiction entre croissance économique et respect des limites naturelles ; et peu d'acteurs vivent cette contradiction de façon aussi aiguë que les organisations syndicales. L'ambivalence entre la protection des emplois et leur implication active dans la lutte contre les changements climatiques est un thème récurrent dans leurs prises de position, et se répercute également dans leurs actions.
- 50 L'instinct premier des organisations syndicales étant la protection des emplois, cela se traduit par une protection des acquis qui soutient le statu quo, pourtant devenu intenable d'un point de vue écologique. Plutôt que de travailler activement avec des acteurs progressistes de l'économie verte, comme la grappe industrielle verte, les syndicats tentent de conserver les emplois existants, quitte à les transformer pour qu'ils soient moins polluants. À long terme, il est fort possible que cette situation ne soit pas viable ; ils savent eux-mêmes que la transition aura lieu, qu'ils y participent ou la subissent. La vraie question est donc, auront-ils contribué au passage de la main-d'œuvre de secteurs industriels traditionnels vers des secteurs verts, ou auront-ils

freiné le plus longtemps possible ce processus ? D'un autre côté, en soutenant le transfert des travailleurs et travailleuses qui perdront leurs emplois dans les secteurs traditionnels, les syndicats risquent-ils de contribuer au transfert d'emplois syndiqués vers des emplois non syndiqués ? Étant donné le faible taux de présence syndicale dans les secteurs industriels verts (8 %, entretiens), il est en effet possible qu'en appuyant cette transition, les organisations syndicales participent à leur propre effritement à long terme.

- 51 Les organisations syndicales accordent une très grande importance au rôle des gouvernements dans l'organisation et la planification de la transition écologique. Une grande partie des étapes nécessaires pour que cette transition soit *juste* tel que le revendiquent les syndicats repose sur diverses interventions étatiques : l'évaluation des risques pour les emplois, la mise en place de programmes de formation et de reclassement, l'établissement de mesures financières pour soutenir les travailleurs et travailleuses touchés, etc. Or, comme les gouvernements ne semblent pas faire de la transition juste une priorité, les organisations syndicales se trouvent coincées. Leur principale revendication n'étant pas entendue, celle-ci demeure très abstraite, et leur rôle dans la transition écologique plutôt marginal.
- 52 Pourtant, elles ne sont pas seules à espérer que la transition ne sera pas portée seulement par les travailleurs et les travailleuses. Une organisation telle que Switch² qui regroupe plusieurs acteurs de l'économie québécoise en vue de la transition verte, notamment des groupes environnementaux, des entreprises d'innovation verte, des acteurs financiers, ainsi que la CSN, était très consciente de l'importance d'impliquer les travailleurs et travailleuses, ainsi que les syndicats, dans le développement de nouveaux secteurs économiques verts. Plus largement, les travailleurs et les travailleuses représentent des portions importantes de la population pouvant soit contribuer à la mobilisation en faveur d'une économie plus verte, soit y opposer de la résistance, ou ne pas trop se positionner sur la question. La collaboration de tous ces acteurs est donc essentielle au succès de la transition verte, mais est encore très fragmentaire.
- 53 Le monde du travail risque d'être profondément transformé par la transition écologique dans les prochaines décennies. Bien que conscientes de ces transformations, et malgré leur volonté d'être un acteur progressiste de la transition, les organisations syndicales maintiennent des positions largement rhétoriques. Leur mobilisation s'est accélérée dans les cinq dernières années, et plus particulièrement depuis la COP21 à Paris en 2015. Mais il demeure que la dichotomie entre emplois et environnement est encore très présente, et ne semble pas en voie d'être réconciliée. Peut-être faudrait-il regarder du côté d'autres acteurs, notamment les gouvernements, tant provincial que fédéral, ou encore les acteurs industriels, pour trouver des pistes de réconciliation entre ces deux enjeux.

BIBLIOGRAPHIE

- Bellemare, Guy, Anne Renée Gravel, Louise Briand et Alain Vallée. 2005. « Syndicalisme et mouvements sociaux: voie de renouvellement des théories du syndicalisme et de l'action syndicale efficace? Le cas des services de garde ». *Économie et solidarités*, 36 (2): 192-218.
- Bezdek, Roger H., Robert M. Wendling et Paula DiPerna. 2008. « Environmental Protection, the Economy, and Jobs: National and Regional Analyses ». *Journal of Environmental Management*, 86 (1): 63-79.
- Camfield, David. 2014. *La crise du syndicalisme au Canada et au Québec. Réinventer le mouvement ouvrier*. Montréal : M Éditeur.
- Centrale des syndicats du Québec (CSQ). *Documents : Avis et mémoires*. <<http://www.lacsq.org/documents/avis-et-memoires/>>. Page consultée le 13 mars 2018.
- Confédération des syndicats nationaux (CSN). *Documents*. <<https://www.csn.qc.ca/documents/>>. Page consultée le 13 mars 2018.
- Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). 2018. *Engagements du Québec. Nos cibles de réduction d'émissions de GES*. <<http://www.mdclcc.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/engagement-quebec.asp>>. Page consultée le 16 janvier 2018.
- Dufour, Christian et Adelheid Hege. 2010. « Légitimité des acteurs collectifs et renouveau syndical, The Legitimacy of Collective Actors and Trade Union Renewal ». *La Revue de l'Ires*, n° 65 (2): 67-85.
- Dupressoir, Sophie, et al. 2007. « Changement climatique et emploi : Impact sur l'emploi du changement climatique et des mesures de réduction des émissions de CO2 dans l'Union européenne à 25 à l'horizon 2030 ». Confédération européenne des syndicats. SYNDEX, Bruxelles.
- Écotech Québec. 2017. *Matière grise pour une économie verte*. <http://www.ecotechquebec.com/documents/files/Rapports_annuels/infos-plan-strategique-ecotech-quebec-fr-juin2017.pdf>. Document consulté le 13 mars 2018.
- Fairbrother, Peter et Glynne Williams. 2007. « Unions Facing the Future: Questions and Possibilities ». *Labour Studies Journal* 31 (4): 31-53.
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). *Centre de documentation*. <<https://ftq.qc.ca/centre-documentation/>>. Page consultée le 13 mars 2018.
- Felli, Romain et Dimitris Stevis. 2014. « La stratégie syndicale d'une « transition juste » vers une économie durable ». *Mouvements*, 80(novembre): 111-18.
- Foster, David. 2010. « BlueGreen Alliance : Building a coalition for a green future in the United States ». *International Journal of Labour Research* 2 (2): 233-244.
- Gagnon, Mona-Josée. 1991. « Le syndicalisme : du mode d'appréhension à l'objet sociologique ». *Sociologie et sociétés* 23 (2): 79-95.
- Gagnon, Mona-Josée. 1991a. « La participation institutionnelle du syndicalisme québécois : variations sur les formes du rapport à l'État ». Dans Jacques T. Godbout (dir.), *La participation politique. Leçons des dernières décennies*. pp. 173-204

- . 1998. « La « modernisation » du syndicalisme québécois ou la mise à l'épreuve d'une logique représentative ». *Sociologie et sociétés* 30 (2): 213-230.
- . 2003. « Syndicalisme et classe ouvrière. Histoire et évolution d'un malentendu ». *Lien social et Politiques*, n° 49: 15-33.
- Galarneau, Diane, et Thao Sohn. 2013. *Long-term trends in unionization*. Statistics Canada. <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-006-x/2013001/article/11878-eng.pdf>. Page consultée le 23 mai 2017.
- Giddens, Anthony. 2009. *The Politics of Climate Change*. Cambridge, Polity Press.
- Groupe de travail sur la main-d'œuvre. 2018. *La transition énergétique et la main-d'œuvre québécoise. Promouvoir des transformations durables sur le plan écologique et social dans les secteurs du transport, du bâtiment et de l'énergie*. Groupe de travail sur l'économie verte et sociale. Janvier 2018. <http://copticom.ca/wp-content/uploads/2018/01/2018_Document_main-oeuvre-et-transition-%C3%A9nerg%C3%A9tique.pdf>. Document consulté le 16 janvier 2018.
- Grozelier, Anne-Marie. 2006. « Les syndicats difficilement en phase avec les transformations du travail ». *Mouvements*, 43 (1): 15-22.
- Lévesque, Christian et Gregor Murray. 2010. « Comprendre le pouvoir syndical : ressources et aptitudes stratégiques pour renouveler l'action syndicale ». *La Revue de l'Ires*, 65(2): 41-65.
- Lipsig-Mummé, Carla (dir.), Geoff Bickerton, John Calvert, Marjorie Griffin Cohen, John Holmes, John O'Grady, Elizabeth Perry et Steven Tufts. 2010. *What do we know? What do we need to know? The state of research on work, employment and climate change in Canada*. Toronto, York University.
- Lipsig-Mummé, Carla, Donald Lafleur, et Geoff Bickerton. 2013. « Climate change and canadian unions: The dilemma for Labour ». *Work in a Warming World*. <http://warming.apps01.yorku.ca/wp-content/uploads/WP_2013-02_Lipsig-Mumme_Lafleur_Bickerton_Climate-Change-Canadian-Unions.pdf>. Document consulté le 8 juin 2017.
- Meadowcroft, James. 2007. « Who is in Charge here? Governance for Sustainable Development in a Complex World ». *Journal of Environmental Policy and Planning*, 9 (3 4): 299-314.
- . 2011. « Engaging with the politics of sustainability transitions ». *Environmental Innovation and Societal Transitions* 1 (1): 70-75.
- Mertins-Kirkwood. 2018. « Making Decarbonization Work for Workers. Policies for a just transition to a zero-carbon economy in Canada ». *Canadian Centre for Policy Alternatives*. Janvier 2018. <<https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2018/01/Making%20Decarbonization%20Work.pdf>>. Document consulté le 1^{er} février 2018.
- Morgenstern, Richard D., William A. Pizer et Jhih-Shyang Shih. 2002. « Jobs Versus the Environment: An Industry-Level Perspective ». *Journal of Environmental Economics and Management*, 43 (3): 412-36.
- Newell, Peter et Dustin Mulvaney. 2013. « The Political Economy of the 'Just Transition' ». *The Geographical Journal*, 179 (2): 132-40.
- Organisation internationale du travail (OIT). 2015. *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*. Genève ; 25 p. <https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432864.pdf>. Page consultée le 12 mai 2019.

- Organisation des Nations Unies (ONU). Non daté. *Green Economy*. <<https://www.unenvironment.org/explore-topics/green-economy/about-green-economy>>. Page consultée le 23 mai 2017.
- Organization for Economic Co-operation and Development (OECD). 2015. *Monitoring the Transition to a Low-Carbon Economy. A strategic approach to local development*. <<https://www.oecd.org/regional/Monitoring-Green-Transition-Final2.pdf>>. Document consulté le 23 mai 2017.
- Paquet, Renaud, Jean-François Tremblay et Éric Gosselin. 2004. « Des théories du syndicalisme: Synthèse analytique et considérations contemporaines ». *Relations industrielles*, 59 (2): 295-320.
- Piotte, Jean-Marc. 1998. *Du combat au partenariat. Interventions critiques sur le syndicalisme québécois*. Montréal : Nota Bene.
- Rosemberg, Anabela. 2010. « Building a Just Transition. The linkages between climate change and employment ». *International Journal of Labour Research*, 2 (2): 125-61.
- Scoones, Ian, Melissa Leach, et Peter Newell (dir.). 2015. *The Politics of Green Transformations*. Londres, Routledge.
- Scrase, Ivan et Adrian Smith. 2009. « The (Non-)Politics of Managing Low-Carbon Socio-Technical Transitions ». *Environmental Politics*, 18 (5): 707-26.

NOTES

1. Plus spécifiquement, le document de travail a été produit par « la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Équiterre, Fondation, la Chaire de gestion du secteur de l'énergie (HEC Montréal), le Conseil du patronat du Québec (CPQ), le Chantier de l'économie sociale, le Comité sectoriel de main-d'œuvre de la chimie, de la pétrochimie, du raffinage et du gaz (Coeffiscience), le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ), le Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD), le Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG) et la firme COPTICOM - ainsi que de plusieurs autres entreprises et organisations consultées (Groupe de travail sur la main-d'œuvre, 2018 :5). »
2. <https://allianceswitch.ca/> (voir les communiqués dans la section Publications)

RÉSUMÉS

Cet article examine la façon dont les centrales syndicales québécoises conçoivent leur rôle, les défis auxquels elles font face et les actions qu'elles entreprennent dans le contexte de la transition écologique, alors que celle-ci risque d'avoir des effets importants sur l'emploi et le contenu du travail. Nous nous appuyons sur trente entretiens menés auprès des trois plus grandes centrales syndicales du Québec, ainsi que de représentants du milieu des technologies propres de la province. Nous constatons que la volonté des organisations syndicales québécoises de participer activement à la lutte contre les changements climatiques ne suffit pas pour définir clairement leur rôle dans la transition écologique. L'ambivalence de leur position, due à

l'imbrication entre la crise écologique, les modes de production industrielle et l'emploi, continue de teinter tant leurs prises de position que leurs actions.

In the context of the green transition, this paper investigates the ways Quebec trade unions perceive their respective roles, the challenges they face and the actions they undertake, which will most likely have a significant impact on jobs and the content of work. Results are based on thirty interviews with the three main trade unions in Quebec, as well as actors of the local cleantech industry. We find that despite the unions' willingness to actively participate in the fight against climate change, their role in the green transition remains unclear. The ambivalence of their positions, due to the close interweaving of the environmental crisis, industrial modes of production, jobs and work, continues to influence both their positions and their actions.

INDEX

Keywords : unionism, green transition, jobs, mobilisation, cleantech industry cluster, environment, environmental crisis

Mots-clés : syndicalisme, transition écologique, emploi, mobilisation, grappe industrielle verte, environnement, crise écologique

AUTEURS

LAURENCE CAZABON-SANSFAÇON

Candidate à la maîtrise, sociologie, UQAM

DIANE-GABRIELLE TREMBLAY

Professeure, Université TÉLUQ, dgtrembl@teluq.ca

CAROLYN HATCH

Ph.D., post-doctorante sur ce projet, 2018-19